

Nouvelles locales du mardi 04 novembre 2014

@rib News, 04/11/2014 - L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) condamne les propos du ministre de l'Intérieur affirmant que les journalistes diffusent des propos d'égout et d'exagération concernant la sécurité du pays. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, ces derniers ne créent pas une situation pour ensuite annoncer, mais racontent ce que la population concerne au quotidien. Alexandre Niyungeko trouve par ailleurs que le ministre se contredit lui-même en affirmant que des groupes de terroristes ont envahi le pays d'une part et que la sécurité est bonne sur toute l'étendue du territoire national, d'autre part.

Il annonce par ailleurs que les journalistes ne sont pas les seuls à voir ce qui se passe dans le pays et se demande si le ministre Nduwimana a un intérêt quelconque pour que ce qui se passe ne soit pas diffusé par les médias. Il demande aux journalistes de toujours respecter la loi et la déontologie de leur métier tout en signalant que le ministre de l'Intérieur n'a rien à leur apprendre dans ce domaine. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - La population de la commune Mugamba de la province Bururi s'inquiète du fait que des groupes armés circulent dans la nuit dans les villages commettant des forfaits. Selon cette population, ces bandits circulent en groupes et sont armés de machettes et de gourdins. Ils entrent dans les villages et prennent ce qu'ils peuvent prendre sans oublier qu'ils violent quelques fois les filles et les femmes. La population a pris la décision de faire des rondes nocturnes pour faire face à cette situation. L'administrateur communal de Mugamba confirme ces informations et ajoute que c'est pourquoi il a demandé à la population de veiller dans la nuit. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - Les étudiants de l'Université du Burundi affirment qu'ils sont aussi inquiets du fait que des rumeurs disant qu'il y a des armes dans ce milieu d'enseignement supérieur. Selon un des représentants de la Fraternité des Etudiants de Rumuri (FER), la situation politique qui prévaut au Burundi peut avoir une répercussion sur la situation dans ce campus d'autant qu'il s'agit d'un milieu où les politiciens peuvent venir chercher des soutiens. Simon Marie demande ainsi au ministre de la Justice et à celui de la Sécurité publique de faire des enquêtes afin de connaître la vérité sur ce qui se dit dans le campus. Rappelons que cela survient après qu'un des veilleurs a affirmé qu'il a vu un de ces collégiens en possession d'une arme et que ces propos aient été démentis par le conseil de la Régie des Oeuvres Universitaires (ROU) qui a fait savoir que les enquêtes faites, ce veilleur n'a pas donné de suite. [bonesha] - Après que les ambassades des Etats-Unis Américaine et de la Belgique aient demandé à leurs ressortissants de prendre des précautions pour venir visiter le Burundi ou certains coins de ce pays suite à des problèmes de sécurité, le ministère des relations extérieures et de la coopération internationale annonce que le gouvernement burundais a été surpris par cette annonce. Selon le chargé de la communication au sein de ce ministère, il s'agit des décisions qui sont prises sur fond de rumeurs et cela risque d'avoir des répercussions sur le domaine économique du pays. Daniel Kabuto trouve que les investisseurs et les touristes qui, naturellement amènent des devises au pays, peuvent avoir peur de venir s'installer au Burundi suite à cette communication. Il profite de cette occasion pour annoncer que le gouvernement du Burundi ne ménagera aucun effort pour protéger les burundais et plus particulièrement les étrangers résidents ou visitant le Burundi. Il leur demande ainsi de rester calmes et tranquilles et de signaler toute situation suspecte. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - Politique - Le président du parti FROLINA non reconnu par le ministère de l'Intérieur dénonce l'attitude de ce dernier de vouloir fractionner les partis politiques en plusieurs ailes. Selon Joseph Karumba, le ministre Nduwimana cherche à placer à la tête des partis politiques, des personnes acquises à sa cause ou à celle du gouvernement ou du parti au pouvoir le CNDD-FDD. Il estime cela admissible et lui conseille de suggérer à ces personnes de fonder plutôt leurs propres formations politiques. Il demande aussi au président de la République de conseiller au ministre de l'Intérieur pour qu'il abandonne ces manœuvres et laisser les partis politiques travailler dans l'indépendance. Il a profité de cette conférence de presse animée ce mardi pour annoncer qu'il pourra se porter en candidat indépendant puis que l'essentiel est qu'il y ait des personnes qui respectent son idéologie. [isanganiro/rpa/rtr] - L'ADC-Ikibiri dans la province de Gitega s'insurge contre la mise en place des Commissions Electorales Communales Indépendantes (CECI) dans cette province. Cette coalition des partis politiques de l'opposition a sorti un communiqué de presse ce mardi pour affirmer qu'elle a été écartée de ce processus sans savoir pourquoi. Elle ajoute que la plupart des membres de ces CECI ont été nommés sur fond de nepotisme et de familiarité. Elle note ainsi que le président et le vice-président de la CECI-Bukirasazi sont frères et que les CECI et les CEPI sont dominés par le parti au pouvoir CNDD-FDD. Elle trouve par ailleurs que les partis CNDD et Sahwanya Frodebu ne sont représentés qu'à hauteur de 7% seulement sur tous les 55 membres des CECI que compte la province de Gitega. Ils demandent la révision de ces listes avant que les membres des CECI ne prêtent serment ce mercredi comme prévu. [bonesha/rpa] - Le parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana et reconnu par le ministère de l'Intérieur affirme qu'il n'a pas encore eu de réponse aux réclamations formulées contre les listes des membres des CECI. Le président de ce parti, la CENI doit répondre aux occupations des partis politiques ou des associations de la société civile ayant contesté la formation des CECI. Jacques Bigirimana estime par ailleurs que la CENI n'a pas le droit de dire que ce sont les CEPI qui résolvent les réclamations de telle nature. Il précise que ces CEPI ne sont pas les mieux placés d'autant qu'elles n'ont pas participé dans les différentes consultations ayant entraîné la mise en place des CECI et CEPI. Pour lui, une personne nommée à la CEPI ne connaît pas le résultat ou le motif des consultations entre les partenaires des élections tels que décidés par eux. Il déplore également le comportement de la CENI face au retrait de certains partenaires du processus de la préparation des élections. Il trouve que la CENI ne devrait pas dire que ce retrait ne signifie pratiquement rien arguant que le reste va continuer le processus. Selon lui, il s'agit plutôt d'une force constructive en absence. Il demande ainsi une réunion de consultation entre les différents intervenants en matière politique pour arrêter les mesures nécessaires dans ce domaine. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro] - Justice - L'APRODH demande la libération des deux personnes arrêtées ce dimanche à Gihanga accusées de collecter de l'argent pour des groupes armés. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, personne ne peut rester indifférente face à de telles réclamations. Pierre Claver Mbonimpa trouve que même les autres grandes puissances font

des négociations avec des groupes qualifiés de terroristes afin d'obtenir la libération de leurs ressortissants pris en otage. Il admet lui-même qu'il pourrait aider s'il s'avère nécessaire. Il rappelle tout de même aux anciens belligérés dans la crise que notre pays a connue qu'ils se sont faits des concessions réciproques visant à obtenir la libération de certains de leurs membres pris en otage par l'adversaire. Il trouve ainsi que l'emprisonnement de ces personnes constitue un coup de couteau dans une plaie puisque c'est la vie de l'otage qui est en danger. [isanganiro/rpa]